



CET, dons de RTT : la proposition de FTV pour financer l'aide aux non-permanents

A la fois tant attendu et tant redouté, le déconfinement annonce-t-il - comme certains le disent - le monde d'après, où rien ne sera plus pareil ? « Sachons - dans ce moment - sortir des sentiers battus, des idéologies, nous réinventer... et moi, le premier. » Ce vœu, prononcé par le Président de la République lors de son discours du 13 avril 2020, aura-t-il trouvé écho auprès de la direction de France Télévisions ? Cette direction - qui depuis 5 ans a tant transformé, numérisé, optimisé et surtout économisé - saura-t-elle se réinventer et sortir des préjugés de l'ancien monde dynamité par cette crise sanitaire ?

Aujourd'hui, à l'évidence, après deux mois de confinement, la «bonne vieille télévision» - dont certains avaient déjà programmé la disparition - a repris des couleurs. **Le projet de loi sur l'audiovisuel public étant reporté aux calendes grecques, y-a-t-il encore un sens aujourd'hui à faire disparaître France 4 et France Ô ?**

Pourra-t-on encore **imposer, sans fin, des économies aux salariés de France Télévisions** qui, eux non plus, n'ont pas démerité depuis deux mois ? Télétravail, nouvelles procédures... ils ont su se réinventer pour continuer à remplir leur mission malgré les difficultés. Jusqu'à quand la situation de l'emploi continuera-t-elle d'afficher d'année en année une diminution du nombre d'ETP – particulièrement chez les PTA, comme l'atteste encore le bilan de l'emploi 2019 – **avec pour conséquence des souffrances provoquées par l'augmentation de la charge de travail ?**

Et **que dire du traitement des non-permanents**, si durement touchés durant cette période ? Au lieu de s'inspirer des mesures mises en place par d'autres entreprises de l'audiovisuel public qui garantissent un véritable revenu, **France Télévisions préfère s'en décharger sur les salariés en CDI en imaginant la création d'un fonds de soutien solidaire, financé par les CET.** Ce projet d'accord, **indigne d'une entreprise qui a su trouver 20 millions d'euros pour soutenir les producteurs privés**, est dangereux à plusieurs titres :

- il va **laisser de côté un grand nombre de non permanents qui n'auront pas atteint les critères requis** en nombre de jours travaillés et
- il va **réduire à peau de chagrin les CET des permanents, déjà impactés par la perte de RTT** durant la période de confinement.



Pire encore, une organisation syndicale s'appuyant sur un pseudo sondage des salariés prétend soutenir les non-permanents en proposant une politique d'aide basée sur le don de RTT ! Et pourquoi pas un Téléthon ?

Au-delà de l'aspect aléatoire d'une telle mesure, cela générerait de la défiance entre collègues, à l'heure où le renforcement des collectifs de travail est indispensable à la bonne santé de l'entreprise.

Certains prédisent que plus rien ne sera comme avant, l'UNSA FTV et la CGC veilleront à ce que cela ne soit pas pire.